

"ASS COOP'AGIR"

Association de type loi 1er juillet 1901
Siège social : 15 AVENUE DE LANDON
39100 DOLE

- : -

RAPPORTS DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES

Exercice clos le 31.12.2022

"ASS COOP'AGIR"

Association de type loi 1er juillet 1901

Siège social : 15 AVENUE DE LANDON
39100 DOLE

SIREN 380 067 579

- : -

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

- : -

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022

"ASS COOP'AGIR"

Association de type loi 1er juillet 1901

Siège social : 15 AVENUE DE LANDON
39100 DOLE

SIREN 380 067 579

- : -

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

- :: -

Exercice du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022

"ASS COOP'AGIR"

Association de type loi 1er juillet 1901

Siège social : 15 AVENUE DE LANDON
39100 DOLE

SIREN 380 067 579

- : -

RAPPORT DU COMMISSAIRE

AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022

Aux membres de l'association,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « **ASS COOP'AGIR** » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

.../...

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité de la Présidente et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

.../...

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

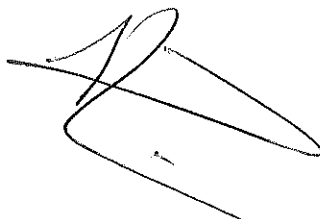
Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à FOUCHERANS,
Le 7 juin 2023

Le Commissaire aux Comptes,
S.A.S. LDS 39

Quentin JOLIVET

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'Q' followed by a long horizontal stroke and a small dot at the end.

ANNEXE

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF AU 31 DECEMBRE 2022

ACTIF	Exercice 2022			Exercice 2021
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles	4 850 €	4 850 €	-	-
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	4 850 €	4 850 €	-	-
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	1 994 142 €	776 045 €	1 218 097 €	884 540 €
Terrains	197 475 €	12 278 €	185 197 €	194 142 €
Constructions	720 598 €	313 457 €	407 140 €	477 975 €
Installations techniques, matériel et outillage industriels	111 175 €	84 844 €	26 331 €	34 693 €
Autres immobilisations	505 442 €	365 466 €	139 976 €	102 307 €
Immobilisations en cours	459 453 €	-	459 453 €	75 424 €
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières	11 365 €	-	11 365 €	9 903 €
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	11 365 €	-	11 365 €	9 903 €
Total I	2 010 358 €	780 895 €	1 229 463	894 443
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés				6 094 €
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	106 383 €	9 000 €	97 383 €	44 543 €
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	634 083 €		634 083 €	343 644 €
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 543 661 €		1 543 661 €	1 673 224 €
Charges constatées d'avance	30 671 €		30 671 €	23 055 €
Total II	2 314 798 €	9 000 €	2 305 798 €	2 090 560 €
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	4 325 156 €	789 895 €	3 535 261 €	2 985 003 €

BILAN PASSIF AU 31 DECEMBRE 2022

PASSIF	Exercice 2022	Exercice 2021
FONDS PROPRES *		
Fonds propres sans droit de reprise	430 854 €	577 400 €
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves	287 069 €	62 616 €
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	132 675 €	80 488 €
Situation nette (sous total)	850 598 €	720 504 €
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	273 570 €	279 843 €
Provisions réglementées		
Total I	1 124 168 €	1 000 347 €
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	944 014 €	1 034 105 €
Total II	944 014 €	1 034 105 €
PROVISIONS		
Provisions pour risques	25 000 €	35 000 €
Provisions pour charges	76 340 €	64 228 €
Total III	101 340 €	99 228 €
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	649 301 €	397 960 €
Emprunts et dettes financières diverses	9 309 €	15 899 €
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	171 134 €	109 159 €
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	468 079 €	328 305 €
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	67 916 €	
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
Total IV	1 365 739 €	851 323 €
Écart de conversion Passif (V)	X	X
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	3 535 261 €	2 985 003 €

COMPTES DE RESULTAT 2022

COMPTES DE RESULTAT	Exercice 2022	Exercice 2021
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	362 945 €	267 860 €
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	119 576 €	72 100 €
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 178 089 €	2 637 364 €
Production immobilisée		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 255 185 €	1 193 232 €
Utilisations des fonds dédiés	252 156 €	128 299 €
Autres produits	111 €	-10 €
Total I	4 168 062 €	4 298 845 €
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	4 436 €	3 432 €
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	1 022 226 €	1 072 232 €
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	122 464 €	120 523 €
Salaires et traitements	2 144 117 €	1 819 700 €
Charges sociales	563 513 €	414 827 €
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	79 479 €	85 620 €
Dotations aux provisions	12 112 €	7 328 €
Reports en fonds dédiés	162 065 €	716 162 €
Autres charges	503 €	297 €
Total II	4 110 915 €	4 240 121 €
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	57 147 €	58 724 €
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 296 €	2 593 €
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	2 296 €	2 593 €
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	9 039 €	8 109 €
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	9 039 €	8 109 €
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)		

3. RÉSULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	50 404 €	53 208 €
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de cession	100 000 €	
Sur opérations en capital	38 091 €	27 280 €
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	138 091 €	27 280 €
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de cession	45 541 €	
Sur opérations en capital	6 000 €	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	51 541 €	0 €
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	86 550 €	27 280 €
Participation des salariés aux résultats (VII)	0 €	0 €
Impôts sur les bénéfices (VIII)	4 281 €	0 €
Total des produits (I + III + V)	4 308 449 €	4 328 718 €
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	4 175 776 €	4 248 230 €
EXCÉDENT OU DÉFICIT	132 673 €	80 488 €
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Période du 01 janvier 2022 au 31 décembre 2022

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels au 31 décembre 2022 ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du Commerce et au règlement 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a/ Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciations sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée prévue :

• Constructions	50 ans
• Agencements et aménagements des constructions	15 ans
• Installations techniques	8 ans
• Matériel et outillage	5 ans
• Matériel de transport	5 ans
• Matériel de bureau et informatique	5 ans

b/ Stocks

L'association ne gère aucun stock.

c/ Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

d/ Créances

Les créances sont valorisées en valeur nominale une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Période du 01 janvier 2022 au 31 décembre 2022

Provisions Inscrites au Bilan

	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Provisions pour risques				
FSE	25 000 €			25 000 €
Litige salarié	10 000 €		10 000 €	
Provision pour Clients Douteux	3 000 €	6 000 €		9 000 €
Provisions pour pensions et obligations similaires	64 228 €	12 112 €		76 340 €
Total Provision Risques et Charges	102 228 €	18 112 €	10 000 €	110 340 €

Remarque

L'association Coop(Agir provisionne un engagement retraite pour ses salariés. Chaque année, cette provision est ajustée. Au 31 décembre 2022, cette provision s'élève à un montant de 76 340 euros.

D'autre part, l'association Coop(Agir a provisionné un risque sur une subvention FSE à recevoir de 25 000 euros. Le Conseil Départemental du Jura n'a pas encore validé les bilans 2021. Et les demandes 2022 ont été ouvertes en avril 2023.

Période du 01 janvier 2022 au 31 décembre 2022

Montant des produits à recevoir Inclus dans les postes suivants du Bilan	Montant
Facturation Résidents	8 642 €
Clients / Boutiques et Entreprises	6 365 €
FSE (2021 – 2022)	277 228 €
SICTOM	8 000 €
Remboursement Formation	52 971 €
FDI	45 323 €
Plateform'R	78 741 €
Aides aux postes	54 098 €
Vente Immobilière (Accueil de jour)	100 000 €
Total	631 368 €

Période du 01 janvier 2022 au 31 décembre 2022

Immobilisations

Rubriques	Valeur Brute début exercice	Augmentations par évaluation	Acquisitions apports, création virements
Immobilisations Incorporelles			
Frais d'établissement et développement			
Autres Immobilisations incorporelles	4 850 €		
Total Immobilisations Incorporelles	4 850 €		
Immobilisations Corporelles			
Terrains	167 595 €		
Agencement et aménagement terrains	37 255 €		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui	814 700 €		
Constructions Installations générales	111 175 €		
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers	138 934 €		55 800 €
Matériel de Transport	93 053 €		
Matériel de bureau, informatique et mobilier			
Autres Immobilisations	287 117 €		470 906 €
Avances et acomptes			
Total Immobilisations corporelles	1 649 829 €		526 706 €
Immobilisations Financières			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	9 903 €		2 459 €
Total Immobilisations financières	9 903 €		2 459 €
TOTAL GÉNÉRAL	1 664 582€		529 165 €

Période du 01 janvier 2022 au 31 décembre 2022

Rubriques	Diminutions par virements	Diminutions par cession mises hors service	Valeurs brutes fin d'exercice	Réévaluations légales
Immobilisation Incorporelles				
Frais d'établissement et développement				
Autres immobilisations incorporelles			4 850 €	
Total Immobilisations Incorporelles			4 850 €	
Immobilisations Corporelles				
Terrains		7 375 €	160 220 €	
Agencement et aménagement terrains			37 255 €	
Constructions sur sol d'autrui			720 598 €	
Constructions sur sol propre		94 102 €	111 175 €	
Constructions Installations générales			0 €	
Installations techniques et outillage industriel			181 946 €	
Installations générales, agencements et divers		12 788 €	93 053 €	
Matériel de transport			0 €	
Matériel de bureau, informatique et mobilier			689 895 €	
Autres immobilisations corporelles		68 128 €		
Avances et acomptes				
Total Immobilisations Corporelles		182 393 €	1 994 142 €	
Immobilisations Financières				
Participations évaluées par mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		997 €	11 365 €	
Total Immobilisations Financières				
TOTAL GÉNÉRAL		183 390 €	2 010 357 €	

Période du 01 janvier 2022 au 31 décembre 2022

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement et développement				
Autres immobilisations incorporelles	4 850 €			4 850 €
Total Immobilisations Incorporelles	4 850 €			4 850 €
Immobilisations corporelles				
Aménagement et agencement terrains	10 708 €	1 570 €	112 477 €	12 278 €
Constructions sur sol propre	336 725 €	89 209 €		313 457 €
Constructions sur sol d'autrui				
Installations techniques et outillage industriel	76 483 €	8 362 €	22 306 €	84 844 €
Installations générales, agencements et divers	82 106 €	26 525 €		86 326 €
Matériel de Transport	60 096 €	12 620 €		72 716 €
Matériel de bureau, informatique et mobilier	199 172 €	7 252 €		206 424 €
Emballages récupérables et divers				
Total Immobilisations Corporelles	765 290 €	145 538 €		776 045 €
TOTAL GÉNÉRAL	770 140 €	145 538 €	134 783 €	780 895 €

Période du 01 janvier 2022 au 31 décembre 2022

État des créances	Montant Brut	À 1 an au plus	À plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres Immobilisations Financières	11 365 €		11 365 €
Total de l'actif immobilisé	11 365 €		11 365 €
De l'actif circulant			
Clients Douteux et Litigieux	9 000 €	9 000 €	
Autres créances clients	97 382 €	97 382 €	
Créance représentant des titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	430 €	430 €	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Etat - Impôts sur les bénéfices			
Etat - Taxe sur la valeur ajoutée	2 170 €	2 170 €	
Etat - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Débiteurs divers	631 483 €	631 483 €	
Total de l'actif circulant	740 465 €	740 465 €	
Charges constatées d'avance	30 672 €	30 672 €	
TOTAL GÉNÉRAL	782 502 €	771 137 €	11 365 €

Période du 01 janvier 2022 au 31 décembre 2022

État des dettes	Montant Brut	À 1 an au plus	À plus d'un an et 5 ans au plus	À plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
À 1 an au maximum à l'origine				
À plus d'un an à l'origine	649 300 €	66 224 €	249 212 €	333 864 €
Emprunts et dettes financières divers	9 309 €	9 309 €		
Fournisseurs et compte rattachés	171 134 €	171 134 €		
Personnel et comptes rattachés	260 232 €	260 232 €		
Sociales sur salaires	137 397 €	137 397 €		
Impôts sur les bénéfices	4 281 €	4 281 €		
Taxe sur la valeur ajoutée	19 443 €	19 443 €		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes assimilés	46 727 €	46 727 €		
Dettes sur Immobilisations et comptes rattachés				
Groupes et associés				
Autres dettes	67 916 €	67 916 €		
Dettes représentation de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GÉNÉRAL	1 365 739 €	782 663 €	249 212 €	333 864 €

Période du 01 janvier 2022 au 31 décembre 2022

Dettes garanties par des suretés réelles

RUBRIQUES	Montant Garantie
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières diverses	649 300 €

Total	649 300 €
-------	-----------

Charges et produits constatés d'avance

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation Charges ou produits financiers Charges et produits exceptionnel	30 671 €	0 €

Total	30 671 €	0 €
-------	----------	-----

Charges à payer

Affectation du résultat 2022

Le résultat important de l'accueil de jour s'explique par la vente du bâtiment de la rue de la monnaie.

Période du 01 janvier 2022 au 31 décembre 2022

Chiffre d'affaires 2022

Le chiffre d'affaires de l'association Coop(Agir provient de la vente de vêtements d'occasion dans deux boutiques à Dole et à des fripiers.

Pour 2022, ce chiffre d'affaires est de :

- 284 884 € HT dans les boutiques (+ 40 %)
- 80 183 € HT aux fripiers (+ 22%).

Effectifs moyens 2022

- | | |
|--------------------------------|----------|
| • CHRS - CPH – Accueil de jour | 22 ETP |
| • MAISON RELAIS | 2,6 ETP |
| • Interfringue | 11,5 ETP |
| • Personnel en insertion | 38 ETP |
| • Plateform'R | 1,5 ETP |

Période du 01 janvier 2022 au 31 décembre 2022

Les fonds dédiés

A compter de l'exercice 2020, les produits de subventions versées et non utilisées ne sont plus comptabilisés dans un compte de produit constaté d'avance mais dans un compte de fonds dédié.

Au 31 décembre 2022, le détail de ce compte est le suivant :

• Fonctionnement CIR-J	520 358 euros
• Fonctionnement AVDL'R	8 000 euros
• Action innovante habitat	231 591 euros
• Politique de la ville	16 600 euros
• Risques locatifs	30 000 euros
• Plan Pauvreté	18 500 euros
• CNR Salle Informatique	16 097 €
• Action Logement	10 550 €
• Fonctionnement Abri de nuit	67 282 €
• Aide Déplacés Ukrainiens	19 216 €
• FDI	5 820 euros

soit un total de fonds dédiés d'un montant de 944 014 euros

Faits marquants après clôture

- Consortium CIR-J

L'association COOP(AGIR porte un consortium qui regroupe les principaux acteurs de l'accompagnement des Bénéficiaires de la Protection Internationale (BPI) :

- Coop(Agir
- ASMH
- CCAS de Lons
- Le Saint-Jean.

Période du 01 janvier 2022 au 31 décembre 2022

Ce consortium CIR-J (Comité d'Intégration des Réfugiés du Jura) accompagnera tous les BPI du territoire. Une subvention de 595 000 euros pour un fonctionnement de 3 ans a été versée en 2021 pour couvrir la période 2022 – 2025. Cette somme est comptabilisée en fonds dédiés

Le consortium CIR-J a également répondu à un appel d'offre national AGIR, qui doit remplacer le CIR-J d'ici quelques années. La candidature du consortium a reçu un avis favorable des services de l'État. Le consortium accompagnera les Bénéficiaires de la Protection Internationale à compte de l'été 2023.

- **Abri de nuit**

A compter du 1 janvier 2023, l'abri de nuit sera géré par Coop(Agir

- 3,5 postes de veilleurs de nuits
- Ouverture 7 jours sur 7
- Financement : CCAS de Dole et ÉTAT.

- **Contexte international**

L'Association Coop(Agir, via son consortium CIR-J, a été mandatée par l'État pour accueillir et accompagner de façon global les réfugiés Ukrainiens du Territoire Jurassien en mars 2022.

En 2022, le consortium a accompagné environ 350 déplacés Ukrainiens. Il n'y a pas de visibilité de ces financements au-delà de juin 2023. Si aucun financement n'est proposé par les services de l'Etat l'accompagnement ne sera pas réalisé par le consortium CIRJ.

La forte hausse des coûts de l'énergie a pour 2022 un impact limité, les contrats ont été renégociés en juillet 2022.

"ASS COOP'AGIR"

Association de type loi 1er juillet 1901

Siège social : 15 AVENUE DE LANDON
39100 DOLE

SIREN 380 067 579

- : -

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

- : -

Exercice du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022

"ASS COOP'AGIR"

Association de type loi 1er juillet 1901

Siège social : 15 AVENUE DE LANDON
39100 DOLE

SIREN 380 067 579

- : -

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Aux membres de l'association,

En notre qualité de Commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

.../...

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale, en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à FOUCHRANS,
Le 7 juin 2023

Le Commissaire aux Comptes
S.A.S. LDS 39

Quentin JOLIVET

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'Q' followed by a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.